

Le logement—Loi

Même lorsque des logements sont disponibles, leur coût devient rapidement inabordable. Dans la circonscription libérale de Kitchener, une maison moyenne se vendait \$58,746 l'an dernier. Dans la circonscription libérale de Guelph, une maison moyenne se vendait \$57,402 l'an dernier. A Toronto, une maison moyenne se vendait \$100,373. Les Canadiens constatent qu'il y a de moins en moins de maisons à prix abordable, et nombre de familles canadiennes qui rêvaient de posséder un jour leur propre maison doivent renoncer à ce rêve à cause de la politique du gouvernement.

Personne ne peut prétendre en toute sincérité que le projet de loi du ministre chargé du logement résoudra le problème, après l'avoir étudié. C'est un bill de raccomodage ou un expédient visant à atténuer les répercussions les plus néfastes des politiques du ministre des Finances. Ce projet de loi n'apporte pas les changements importants nécessaires pour mettre le logement à la portée de toutes les bourses.

M. Kelly: Ce n'est pas vrai.

M. Beatty: Les dix députés libéraux qui ont envoyé la fameuse lettre ouverte au premier ministre (M. Trudeau) l'admettent. Ils connaissaient la teneur du projet de loi. Le député de Scarborough-Centre (M. Kelly) qui vient d'intervenir n'a pas eu le courage de prendre la défense de ses électeurs, ce qui est surprenant. Les députés de Montréal ont été livrés à eux-mêmes.

M. Kelly: Allez-vous vous opposer au projet de loi?

M. Beatty: Le député demande si nous nous opposerons à ces mesures de raccomodage. Non, mais nous nous ferons les porte-parole de nos électeurs—et c'est ce que les électeurs du député lui demandaient de faire—et nous dirons qu'il est temps de mettre le logement à la portée des bourses, nous exhorterons le gouvernement à mettre un terme à ses politiques qui risquent fort de priver les citoyens ordinaires de leur maison et à changer son fusil d'épaule. Ses électeurs lui demandent de dire que les Canadiens ordinaires se voient dépouillés de leur entreprise par la politique du ministre des Finances. Ils lui demandent de parler en leur nom et de les représenter. Ils disent aussi qu'un nombre sans précédent de travailleurs perdent leur emploi, avec de terribles conséquences économiques et sociales pour tout le Canada. Il est temps que le député de Scarborough-Centre prenne position au lieu d'approuver la stratégie économique de dévastation qu'applique le gouvernement. Ils disent aussi que lorsque des Canadiens ordinaires se voient dépouillés de leur ferme par les programmes que préconise le ministre chargé du logement et le député de Scarborough-Centre, il est essentiel de formuler de nouveaux programmes pour qu'il soit possible de pratiquer l'agriculture dans l'avenir et que les fermes familiales ne disparaissent pas.

Qu'y a-t-il dans le budget ou dans le bill dont nous sommes saisis aujourd'hui qui donne de l'espoir aux Canadiens? Pas grand-chose. Je voudrais passer en revue les dispositions du bill. Le soir du budget, le ministre des Finances a donné à la Chambre le nombre estimatif de Canadiens qui devaient renouveler leur hypothèque dans le courant de l'année. Il a fait remarquer qu'il y avait environ 5 millions de propriétaires au Canada. D'après le ministre des Finances et les documents budgétaires, au cours des six derniers mois de l'année dernière et cette année, soit plus ou moins la période couverte par le budget, environ 920,000 Canadiens devront renouveler leur

hypothèque. Quiconque a dû renégocier une hypothèque dans les conditions économiques actuelles provoquées par la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement sait quel problème grave cela pose pour de nombreuses familles ordinaires. Combien d'entre elles recevront de l'aide? Combien de familles dont les hypothèques arrivent à échéance seront secourues grâce à la proposition à l'étude aujourd'hui?

Je demande au représentant de Scarborough Centre et au ministre chargé du logement de m'écouter attentivement. Lorsque le ministre a parlé l'autre jour, j'ai suivi ses remarques avec beaucoup d'intérêt. Il n'a pas dit combien de familles canadiennes profiteraient des expédients qu'il propose.

M. Cosgrove: Toutes celles qui consacrent plus de 30 p. 100 de leur revenu au logement.

M. Beatty: Que le ministre me corrige si je me trompe, mais je crois que cette disposition n'aidera qu'environ 50,000 des 920,000 Canadiens dont les prêts hypothécaires arrivent à échéance cette année. Douze mille cinq cent familles canadiennes recevront donc de l'aide pouvant aller jusqu'à \$3,000 et 37,500 autres seront autorisées à reporter les intérêts qu'elles doivent payer. Essayons de voir plus clair dans ce que le ministre propose. Offre-t-il une aide directe à 37,500 Canadiens? Propose-t-il de subventionner les taux d'intérêt? Non. Il propose de laisser leurs dettes augmenter et l'année prochaine, nos concitoyens seront donc plus endettés qu'ils ne le sont cette année. Voilà ce que le ministre propose, et c'est ainsi qu'il compte venir en aide aux gens qui sont aux abois.

En présentant une telle mesure législative, le ministre se doit d'être honnête avec nos concitoyens et de leur dire qu'il s'agit bien d'un simple expédient qui ne permettra pas de contrer le problème sérieux auquel, de l'avis même des dix députés de Montréal, le gouvernement devrait s'attaquer sur-le-champ. Pourtant, le gouvernement propose des mesures de replâtrage propres à détourner l'attention de nos concitoyens et à les convaincre qu'il considère le problème avec tout le sérieux voulu et qu'il est prêt à prendre en main l'économie de notre pays pour la sortir de la crise actuelle.

Pendant les vacances de Noël, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des habitants de ma circonscription. Je les ai entendu me dire et me répéter, de même que les habitants des circonscriptions libérales de Guelph et de Kitchener, que les programmes politiques du gouvernement nous conduisaient à la catastrophe économique, et qu'elles faisaient souffrir de plus en plus de chefs de petites entreprises, de propriétaires d'exploitations agricoles familiales et de propriétaires de maison. En présentant des mesures telles que celles dont nous sommes saisis aujourd'hui et en affirmant qu'elles permettent de lutter contre la crise du logement, le caucus libéral se rend coupable de complicité au moment même où les Canadiens se voient obligés d'abandonner leur maison. Quand les députés libéraux votent en faveur du budget du ministre des Finances, ils sont complices. Quand les agriculteurs canadiens découvrent qu'on peut saisir leur ferme familiale, les députés libéraux sont complices. Quand les Canadiens moyens se voient privés de leur emploi à cause des politiques du ministre des Finances, les députés libéraux sont complices. Quand de plus en plus de chefs de petites entreprises se voient en nombre sans précédent acculés à la faillite, les députés libéraux sont complices.